

Note de lecture sur « La Bureaucratie céleste », d'Etienne Balazs

Sous ce titre sont rassemblés divers écrits d'Etienne Balazs, consacrés à la société et l'économie de la Chine ancienne. Parmi les sujets traités, « Société et Bureaucratie » nous renseigne sur le corps du mandarinat, classe des lettrés-fonctionnaires propriétaires terriens dans la Chine ancienne, classe dominante par sa fonction étatique, sur sa continuité et sa permanence depuis la fin du III^e siècle avant notre ère jusqu'à la chute de l'ancien régime en 1911, puis dans la république bourgeoise de Kouo-min-tang (1912-1949). L'avènement de la « démocratie nouvelle » de Mao Tsé-toung fut une véritable révolution qui mit fin en même temps à la bourgeoisie, à la classe des propriétaires fonciers et à l'ancien corps du mandarinat, mais les remplaça par une classe de fonctionnaires de nouveau ton, la bureaucratie d'un capitalisme d'Etat, à qui elle donna un pouvoir absolu.

L'étude du passé amène à voir que la naissance et le développement de cette nouvelle classe dominante, cette bourgeoisie communiste, ont bénéficié de la tradition bimillénaire des lettrés-fonctionnaires. Dans la Chine ancienne, qu'est-ce que cette classe de lettrés-fonctionnaires ? La possession de l'écriture, la connaissance des caractères étaient source de pouvoir et d'émoluments. On lit, dans un ouvrage daté du II^e siècle avant J.-C., le « Houainan tseu » : « Autrefois, Ts'ang Hie inventa l'écriture, le Ciel fit pleuvoir des céréales et des démons pleurèrent dans la nuit (Commentaire : Les démons eurent peur que l'invention de l'écriture fût destinée à les dompter, c'est pour cette raison que la nuit ils pleuraient) ». Cette parabole suggère que ceux qui possèdent l'écriture sont censés être capables d'harmoniser la production des céréales et de maintenir la paix sous le Ciel en sévissant contre les révoltés. Durant la monarchie de Tchéou (X^e-III^e siècle avant J.-C.) les lettrés sont considérés comme la classe supérieure parmi les quatre catégories de la population : lettrés, paysans, artisans et marchands. Les esclaves et serfs sont hors du classement officiel. Détenteurs du savoir, connaisseurs des rites, de la musique, des odes et de l'histoire canonique, les lettrés accèdent aux privilèges et à la propriété foncière par le fonctionnarisme, le mandarinat. Cette couche intermédiaire entre l'aristocratie terrienne et les autres catégories sociales se trouva désagrégée pendant la période des Royaumes Combattants (V^e-III^e siècle avant J.-C.), son sort étant lié à l'existence et à la disparition des féodaux. A l'issue de ces trois siècles de guerre, le seigneur de Ts'in avait détruit toutes les autres seigneuries ; il avait mis fin à la monarchie féodale des Tchéou et avec elle au féodalisme antique, système idéalisé par Confucius. La Chine unifiée en empire en 221 avant J.-C., divisée en 36 provinces, fut administrée par des fonctionnaires nommés par le pouvoir central. Les lettrés qui s'étaient pour la plupart dispersés dans le peuple, retrouvèrent leur emploi dans cette monarchie bureaucratique inaugurée par le Premier Empereur, Ts'in Che-houang-ti. Et c'est à partir de ce premier empire que la bureaucratie étatique, constituée par les lettrés-fonctionnaires, se substitue à la noblesse terrienne en tant que classe dirigeante. Ce n'est pas la propriété mais la fonction qui octroie le pouvoir dans cette société agraire. Les dynasties se succéderont, mais la monarchie bureaucratique va demeurer immuable et les lettrés-fonctionnaires resteront le groupe social dominant jusqu'au XX^e siècle. Les empereurs règnent, mais ce sont les mandarins qui gouvernent.

« La classe des lettrés-fonctionnaires (ou mandarins) – couche infime quant à son nombre, omnipotente quant à sa force, son influence, sa position, son prestige est le seul détenteur du pouvoir, le plus grand propriétaire ; elle possède tous les privilèges, et d'abord celui de se reproduire : elle détient le monopole de l'éducation... Cette élite improductive tire sa force de sa fonction socialement nécessaire et indispensable, de coordonner, surveiller, diriger, encadrer le travail productif des autres, de faire marcher tout l'organisme social. Ils ne connaissent qu'un seul métier : celui de gouverner. Un célèbre passage de Mencius exprime bien l'idéal des

fonctionnaires-lettrés : “Les occupations des hommes de qualité ne sont pas celles des gens de peu. Les uns se livrent aux travaux de l’intelligence, gouvernent les autres ; ceux qui travaillent de leur force sont gouvernés par les autres ; ceux qui gouvernent sont entretenus par les autres.” »

« Spécialistes du maniement des hommes, les lettrés-fonctionnaires incarnent l’Etat créé à leur image : sévèrement hiérarchisé, autoritaire, paternaliste mais tyrannique, l’Etat-moloch totalitaire, [...] dirigiste et interventionniste... Rien n’échappe à la réglementation officielle : le commerce, les mines, la construction, les rites, la musique, les écoles, toute la vie publique et une grande partie de la vie privée. Il y a d’autres raisons encore pour parler d’un Etat totalitaire. D’abord l’atmosphère de surveillance mutuelle et de suspicion générale auxquelles personne n’échappe, les plus hauts fonctionnaires étant à la merci du premier délateur. Puis le caractère arbitraire de la justice. Aux yeux des pouvoirs publics tout inculpé est présumé coupable. Et le principe de la culpabilité collective... (qui) sème la terreur et fait trembler tous les sujets, en premier lieu les fonctionnaires-lettrés qui ne dominent pas seulement l’Etat, mais sont aussi ses serviteurs... Enfin, totalitaire aussi la tendance de l’Etat à s’opposer à toute innovation privée... »

« Bien des traits de la Chine populaire rappellent l’ancien régime impérial : primauté de l’Etat et de la classe des fonctionnaires privilégiés – dans cette perspective, la bureaucratie du parti serait le pendant du mandarinat ; importance des travaux publics exécutés par des millions de coolies ; surveillance constante de la police ; intolérance d’un absolutisme éclairé mais totalitaire, avec son côté paternaliste, son sentiment de supériorité, sa suffisance et sa morgue ; et, pour finir, impuissance de l’individu, incapable d’échapper à la pression sociale de la collectivité, à son conformisme... L’étatisme et le pouvoir absolu nous semblent constituer le véritable dénominateur commun de l’ancien et du nouveau régime de la Chine. »

La partie de l’ouvrage traitant l’histoire économique nous donne un aperçu, à travers deux millénaires, du sort des paysans, serfs et esclaves à la merci des nobles, des propriétaires fonciers, des mandarins, de la monarchie bureaucratique, et nous conduit jusqu’à la réforme agraire de 1950 après l’avènement de la « nouvelle démocratie ».

L’auteur conclut que l’industrialisation est la clé de tous les problèmes de la Chine et se demande quel prix les paysans devront payer. On sait déjà à quelle exploitation sont soumis les paysans dont le travail doit fournir le fonds d’accumulation primitive, la base de l’industrialisation, en particulier de l’industrie d’armements classique et atomique. Bien sûr, l’industrialisation est pour la bureaucratie source de pouvoir et de puissance, mais pour les ouvriers et les paysans de Chine, la clé de leur émancipation ne réside pas essentiellement dans la multiplication des usines et des machines, mais dans la fin de la bureaucratie, de son armée permanente et de sa police, dans la mort de l’Etat capitaliste.

Balazs soulève bien des questions très intéressantes et en particulier celle-ci : comment se fait-il qu’en dépit des conditions très favorables – car la Chine était technologiquement et scientifiquement en avance sur l’Occident jusqu’au temps de la Renaissance – la civilisation chinoise ne donna jamais naissance, avant l’introduction du capitalisme européen, au capitalisme du type connu en Occident ? Il répond à cette question en essayant d’analyser le mode de production de ce que Marx appela « société asiatique » (p. 290 à 312). Balazs est mort en 1963. On lui attribue *Où va le capitalisme ?*, paru dans la collection Spartacus, sous le pseudonyme de Tomori.

Texte de Ngô Van, paru dans « ICO » n° 106-107 de juin-juillet 1971.